

## Crise au Burundi : sur le front diplomatique aussi

RFI, 08-06-2017 Le Burundi, pays des Grands lacs africains, qui traverse une grave crise politique depuis plus de deux ans, s'en est pris très violemment à l'Union européenne, son principal bailleur de fonds, qui lui a imposé des sanctions budgétaires depuis plus d'une année. [Pierre Nkurunziza, le président burundais lors d'une rencontre sportive le 27 mai 2017 à Bujumbura (photo d'illustration).]

S'appuyant sur des documents qui ont fuité dans la presse sur le financement de défenseurs de droits humains, le pouvoir s'en est pris violemment à l'UE accusée pour cela d'avoir participé et même financé une déstabilisation du pays alors qu'il s'était contenté d'attaques plutôt voilées jusqu'ici. Une charge qui ressemble fort à une manœuvre de diversion aux yeux de nombreux observateurs alors que le pays traverse une zone de fortes turbulences. Tout avait pourtant bien commencé pour Bujumbura, avec le sommet des chefs d'Etat de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est (EAC) à Dar es Salaam, il y a une dizaine de jours. Les pays de la région avaient semblé donner leur plein soutien au gouvernement burundais, en demandant notamment la levée immédiate des sanctions européennes. Bujumbura avait même fêté ce qu'il a qualifié de «victoire éclatante» par de grosses manifestations à travers le pays. Mais la fuite de la presse d'un rapport présenté par le facilitateur dans la crise burundaise à cette occasion, a totalement changé la donne. Benjamin Mkapa y accuse Bujumbura, d'être pratiquement le principal obstacle aux négociations de sortie de crise. Et, pire pour le pouvoir, les chefs d'Etat de la région ont totalement endossé ce rapport et ont promis de faire pression sur le pouvoir burundais sans le claironner sur les toits, pour ne pas faire perdre la face au président Pierre Nkurunziza selon des sources diplomatiques. Enfin, le gouvernement burundais s'attend à une semaine du 12 au 18 juin plutôt difficile, avec dès lundi prochain une réunion du Conseil des droits de l'homme des Nations unies sur son cas. Le responsable de la communication présidentielle, Willy Nyamitwe, a déjà annoncé qu'ils ne s'attendaient à rien de bon du côté d'un conseil qui a déjà condamné à plusieurs reprises Bujumbura pour de graves violations des droits humains. Cette réunion sera suivie, avant la fin de la semaine prochaine, d'une séance du Conseil de sécurité de l'ONU toujours sur la crise burundaise. Et comme le pouvoir burundais fait face à une grave crise économique, il en veut énormément à l'Union européenne qu'il pense être derrière toutes ses difficultés.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});